

Carnet

Nouveau président de la Chambre

Le 6 novembre 1984, M. **John Bosley**, âgé de 37 ans, a été élu président de la Chambre des communes. Né et élevé à Toronto, M. Bosley fut échevin de cette ville de 1974 à 1978. En 1979, il fut élu député de Don Valley Ouest sous la bannière du parti conservateur.

Réélu en 1980, M. Bosley a occupé diverses fonctions dans le parti et au Parlement. Il fut successivement secrétaire parlementaire du premier ministre **Joe Clark**

en 1979, porte-parole de l'opposition en matière de politique culturelle durant le dernier Parlement, vice-président du Groupe de travail des conservateurs sur Revenu Canada et membre du comité qui a élaboré la stratégie du parti conservateur pendant le débat constitutionnel.

La nomination de M. Bosley par le premier ministre **Brian Mulroney** a été appuyée par le chef de l'opposition, M. **John Turner** et par M. **Ed Broadbent** au nom du NPD.

Nouveau président du comité exécutif de l'APC

Lors de l'assemblée générale de l'Association parlementaire du Commonwealth, tenue à l'île de Man, en octobre, le président de l'Assemblée législative de la Saskatchewan, M. **Herb Swan** a été élu président du comité exécutif de l'association. L'année prochaine, la Saskatchewan sera l'hôte de l'assemblée générale.



Le nouveau président de la Chambre, M. John Bosley, est escorté à son fauteuil par le premier ministre, M. Brian Mulroney, et par le chef de l'opposition, M. John Turner. (Canapress)

Nouveau président du Sénat

Le nouveau président du Sénat est M. **Guy Charbonneau**, qui est âgé de 62 ans. Né à Trois-Rivières, il fit ses études au Collège Jean de Brébeuf, à l'Université de Montréal et à l'Université McGill. M. Charbonneau fut administrateur d'une société montréalaise d'assurance et a été un de ceux qui a recueilli le plus de fonds pour le parti conservateur au Québec. Il fut nommé à la Chambre haute en 1979.



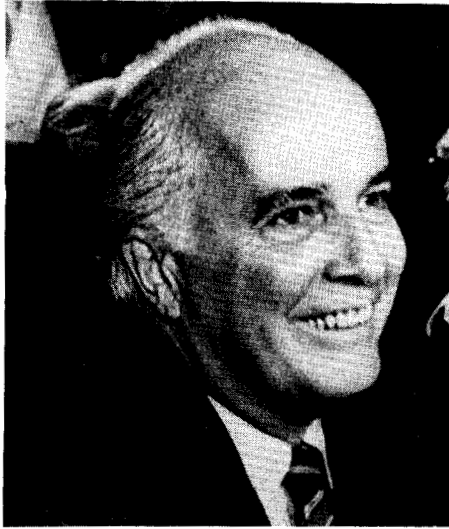
M. Guy Charbonneau

Élections partielles

Des élections partielles ont eu lieu récemment dans plusieurs provinces pour remplir les postes laissés vacants par des députés d'assemblées législatives provinciales qui se sont présentés aux dernières élections fédérales.

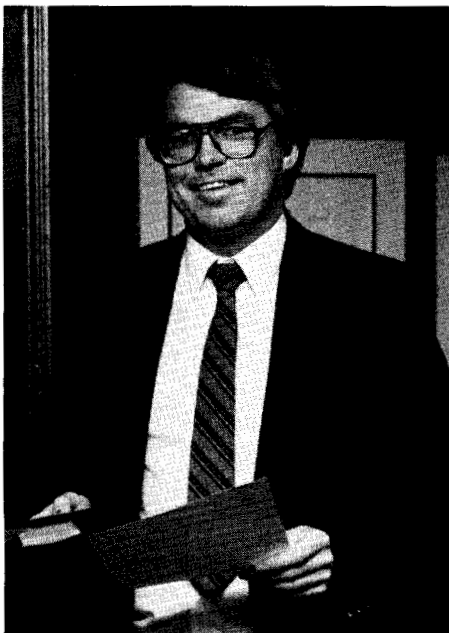
En Colombie-Britannique, deux élections partielles eurent lieu le 8 novembre. D'abord à Vancouver-Est, **Bob Williams** a remporté le siège qui était détenu par **Dave Barrett**, leader provincial du NPD. M. Williams a recueilli 59 p. 100 du vote populaire, défaisant le nouveau leader du parti libéral provincial, **Art Lee**, le candidat du crédit social, **Mario Caravetta** et deux autres candidats.

Dans l'autre élection partielle, **Lyle McWilliams** du NPD a ravi la circonscription d'Okanagan Nord au parti du crédit social qui le détenait depuis trente-deux ans. M. McWilliams, âgé de 35 ans, enseignait la biologie à l'École secondaire Vernon. Il a recueilli 40 p. 100 du vote populaire. Il avait été défait aux dernières élections par **Don Campbell**, qui succomba à une crise cardiaque, en juin dernier.



M. Bob Williams (Canapress)

Dans les Territoires du Nord-Ouest, M. **Ted Richard** a été élu dans la circonscription de Yellowknife-Sud. Avocat de profession, M. Richard est né à Charlottetown mais il demeure à Yellowknife depuis 1973. Diplômé de la faculté de droit de Dalhousie, M. Richard est un des associés du cabinet Richard, Vertes et Lang. Il a été assermenté comme député le 30 octobre.

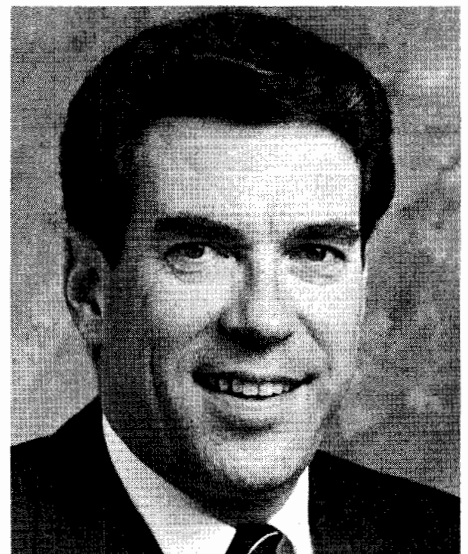


M. Ted Richard



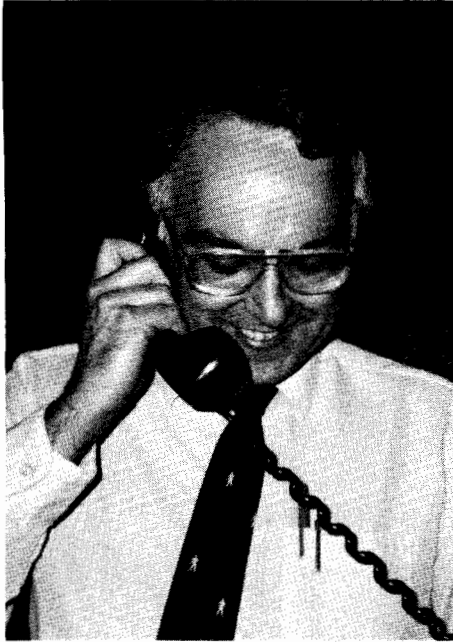
M. Lyle McWilliams (Canapress)

Au Manitoba, les progressistes-conservateurs ont conservé la circonscription de Fort Garry grâce à la victoire de **Charlie Birt** contre **Sharon Carstairs**, chef libéral provincial. Le nouveau parti démocratique est arrivé troisième. M. Birt fut adjoint administratif de M. Sterling Lyon dans le gouvernement Roblin de 1964 à 1966. Après avoir été procureur de la Couronne pour la province de 1972 à 1979, il ouvrit son propre cabinet et pratiqua le droit à Fort Garry. Élu au conseil municipal de cette ville en 1980, il fut réélu en 1983.



M. Charlie Birt

À Terre-Neuve, le parti néo-démocrate a remporté son premier siège à l'Assemblée législative avec l'élection de **M. Peter Fenwick**, qui a défait ses adversaires conservateurs et libéraux pour devenir le député de la circonscription de Menihek. Enseignant dans un collège communautaire, M. Fenwick, âgé de 40 ans, s'était présenté cinq fois avant de remporter l'élection du 9 octobre. Il était chef de l'aile provinciale du NPD depuis 1981.



M. Peter Fenwick

Au Québec, le candidat libéral **Jean-François Viau** enleva la circonscription de St-Jacques avec 48% des suffrages, tandis que son rival du Parti québécois, **M. André Boulerice**, en remporta 41%. C'était la seconde élection partielle en moins d'un an dans cette circonscription, à cause du décès de **M. Serge Champagne** dans un accident de la route. Agé de 26 ans, M. Viau est le plus jeune député de l'Assemblée nationale.

Également le 26 novembre, les Libéraux remportèrent un siège à l'Assemblée législative de l'Île du Prince-Édouard. **M. Stanley Bruce**, un cultivateur, l'emporta sur les Conservateurs et les Néo-démocrates pour devenir le douzième député libéral à l'Assemblée qui compte trente-deux sièges. La circonscription de King 4th était précédemment représentée par le conservateur **Patrick Binns** qui démissionna pour se présenter aux dernières élections fédérales.



M. Jean-François Viau (Canapress)

Deux élections partielles eurent lieu le 26 novembre au Nouveau-Brunswick. Les Conservateurs enlevèrent la circonscription de Madawaska aux mains des Libéraux, avec la victoire de **M. Don Marmen**, un cadre au service de la société McCain Foods. Dans Saint-Jean-Est, le néo-démocrate **Peter Trites**, professeur d'école secondaire, remporta une lutte serrée sur ses rivaux conservateur et libéral.

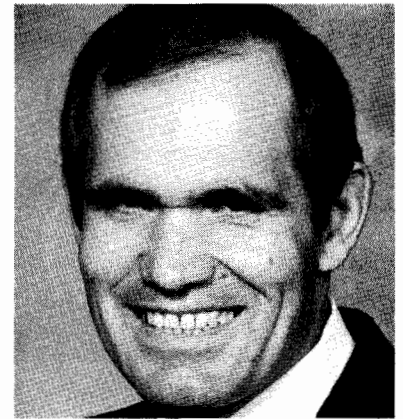


M. Peter Trites (Canapress)

Changements aux Bureaux des Assemblées

De nouveaux greffiers adjoints ont été nommés au Manitoba et en Alberta, et un greffier a pris sa retraite au Québec.

Le président de l'Assemblée législative de l'Alberta, **M. Gerard Amerongen**, a annoncé la nomination de **M. Robert Bubba** au poste de greffier adjoint et celle de **M. Charles P. Eliuk** au poste de directeur de l'administration. M. Bubba était employé au hansom de l'Alberta depuis 1972. Il en était le rédacteur en chef depuis décembre 1982. M. Eliuk est diplômé en science et en commerce de l'Université de l'Alberta. Il a occupé plusieurs postes au sein de la fonction publique de l'Alberta.



M. Bob Bubba

Au Manitoba, **Beverly Bosiak** est le nouveau greffier adjoint en remplacement de **Gordon Mackintosh** qui a démissionné pour retourner à l'université.



M^{me} Beverly Boslak



Pot-pourri parlementaire

Une sélection des réunions parlementaires prévues pour 1985

L'Association parlementaire du Commonwealth

Fondée en 1911 et connue à l'origine sous le nom "Association parlementaire de l'Empire", cette association s'est donnée sa désignation actuelle en 1948. Elle constitue un instrument de consultations régulières entre membres des divers parlements du Commonwealth. Dans l'exécution de son mandat, qui est de favoriser l'étude et le respect des institutions parlementaires, elle organise des conférences, colloques et autres activités.

Le Canada est l'une des sept régions de l'Association et possède treize sections, une pour chaque province et territoire et une autre au Parlement fédéral. À l'intérieur même de la région canadienne sont organisés des échanges, conférences ou colloques à l'intention des législateurs canadiens.

National Conference of State Legislatures

Le *National Conference of State Legislatures* (NCSL), fondée en 1975 par suite du regroupement de trois associations représentant les assemblées législatives des États américains, est le porte-parole officiel des 7 438 législateurs américains et de leur personnel.

Le siège de la NCSL est situé à Denver, mais elle a aussi un bureau à Washington qui s'occupe des relations entre les États et l'administration fédérale.

Des parlementaires canadiens, notamment des députés des assemblées législatives provinciales, assistent à certaines de ses assemblées ou réunions.

Le Conseil des comités des comptes publics

Les membres du conseil sont des législateurs qui siègent aux divers comités des comptes publics au Canada. Ils se réunissent une fois par an. Les buts du conseil sont de favoriser et de faciliter l'échange d'information et d'opinions entre les membres des comités des comptes publics. Le conseil s'efforce également d'améliorer la qualité et la performance de ces comités, de coopérer avec le vérificateur général pour accroître l'efficacité des comités de vérification et des comptes publics, et de renseigner les députés, les médias et le grand public sur les buts et les activités des comités des comptes publics.

L'Union interparlementaire

L'Union interparlementaire vise d'abord et avant tout à favoriser la paix et la collaboration internationale en appuyant les objectifs des Nations Unies.

Organisée en 1889, l'Union interparlementaire regroupe des associations nationales représentant plus de 95 pays aux idéologies et aux régimes économiques ou sociaux variés.

L'Union, dont le siège est à Genève, tient deux réunions par an, une première au printemps, l'autre à l'automne. Elle convoque aussi, au niveau parlementaire, des colloques ou conférences spéciales, notamment en matière de sécurité et de coopération, regroupant des parlementaires de plusieurs pays.

Association internationale des parlementaires de langue française

Fondée en 1967, l'Association internationale des parlementaires de langue française (l'AIPLF) entend favoriser une collaboration étroite entre parlementaires par l'examen de questions d'ordre culturel, économique ou social d'intérêt commun, voulant par là renforcer le sentiment de solidarité né de l'utilisation de la langue française.

L'Association compte plus de trente sections ou sections affiliées constituées à l'intérieur même des divers parlements ou assemblées législatives des États membres. Elle a son siège à Paris. Une assemblée générale est tenue tous les dix-huit mois; dans l'intervalle ont lieu d'autres réunions dont le but est d'assurer un suivi aux décisions de l'assemblée générale et de maintenir le contact entre les sections.

Assemblée de l'Atlantique du Nord

Fondée en 1955, l'Assemblée a pour but de sensibiliser davantage les parlementaires aux préoccupations des membres de l'Alliance atlantique. Elle a son siège à Bruxelles, mais reste indépendante des structures de l'OTAN.

À ses sessions de printemps et d'automne, l'Assemblée s'attache à la discussion de questions sociales, culturelles, politiques, économiques ainsi que militaires. Les parlementaires participent en outre à des réunions ou voyages d'étude en Amérique du Nord ou en Europe, aussi bien qu'aux sessions régulières de l'Assemblée.

M. **René Blondin**, secrétaire général de l'Assemblée nationale du Québec depuis 15 ans, a remis sa démission au président, M. **Richard Guay**, le 13 septembre dernier. M. Blondin demeure cependant au service de l'Assemblée à titre de cadre-conseil. Il se consacrera à la rédaction d'un Traité de droit parlementaire québécois. Son adjoint M. **Pierre Duchesne**, assume par interim la fonction de secrétaire général depuis l'ouverture de la session, le 16 octobre 1984.

En Colombie-Britannique, M. **Brian Smith**, procureur général, a annoncé que **George MacMinn**, sous-greffier, devenait conseiller de la Reine en reconnaissance de ses vingt-cinq années de service à l'Assemblée. (Note de l'éditeur : Aux greffiers qui se demandent si cet honneur implique une hausse de salaire, M. MacMinn nous a répondu : «Malheureusement pas!»)

Les fonctionnaires du bureau de l'Assemblée législative de la Saskatchewan auront le plaisir d'accueillir parmi eux M. **Alan Sandall**, qui était greffier du comité des voies et moyens de la Chambre des communes du Royaume-Uni.

Démissions et départs à la retraite

Lorsque le Sénat s'est réuni le 13 novembre 1984, le leader du gouvernement, M. **Duff Roblin**, a commencé par rendre hommage à deux sénateurs qui venaient de prendre leur retraite.

M. **Eric Cook** de Terre-Neuve était membre de la Chambre Haute depuis 1964. Avocat et ancien juge de la Cour suprême de Terre-Neuve, M. Cook avait été président du Parti libéral de Terre-Neuve de 1949 à 1968.

M. **Richard Donahoe** de la Nouvelle-Écosse fut nommé sénateur en 1979. Ancien maire de Halifax, M. Donahoe siégea comme député à l'Assemblée législative provinciale de 1954 à 1970, où il fut successivement ministre de la Santé, du Bien-être social ainsi que procureur général. Il a également créé une sorte de dynastie politique personnelle puisqu'il a en ce moment deux fils députés à l'Assemblée de la Nouvelle-Écosse.

Au 17 novembre il y avait cinq vacances au Sénat : une pour chacune des provinces de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan et deux pour le Nouveau-Brunswick.

Deux députés de l'Assemblée législative de l'Ontario, **Patrick Reid** et **James Breithaupt** ont démissionné. Ce dernier a accepté le poste de président du Conseil de la Commission de réforme du droit de l'Ontario. Ancien porte-parole en matière de justice et procureur général, il était un ardent partisan de la réforme du droit et de la liberté d'information. M. Reid, de son côté, a démissionné pour devenir le directeur administratif de l'*Ontario Mining Association*. Membre de l'Assemblée depuis 1977, il était porte-parole financier de son parti et fut longtemps membre du Comité des comptes publics.

Daniel A. Riley (1916-1984)

M. **Daniel A. Riley**, sénateur du Nouveau-Brunswick, est décédé à l'hôpital le 13 septembre 1984. M. Riley fut député à la Chambre des communes de 1949 à 1953. Défait cette année-là et en 1957, il fut réélu en 1963 à l'Assemblée législative du Nouveau-

Brunswick où il devint ministre des Terres et Forêts. Il quitta le cabinet pour devenir président du Conseil de la *New Brunswick Motor Carrier Board and Public Utilities Commission* en 1966, et fut nommé au Sénat en 1973.

Grant Notley

Les Albertains et tous les législateurs canadiens ont été profondément peinés d'apprendre la mort de M. **Grant Notley**, leader de l'opposition officielle en Alberta, qui s'est tué dans un accident d'avion dans le Nord de sa province le 19 octobre 1984. Des dix personnes à bord, cinq autres sont mortes tandis que quatre ont survécu, dont le ministre du Logement de l'Alberta, M. **Larry Shaben**.

Lors d'une brève séance de l'assemblée, le 22 octobre, le président demanda aux députés de se recueillir à la mémoire de M. Notley. Puis le premier ministre **Peter Lougheed** lui rendit hommage ainsi que M. **Ray Martin**, un ami de longue date de M. Notley, et plusieurs autres députés. L'Assemblée observa une minute de silence puis ajourna ses travaux jusqu'au 26 octobre.

Des parlementaires venus de toute part au Canada assistèrent à un service commémoratif à la cathédrale anglicane d'Edmonton le 23 octobre, au cours duquel M. **Allen Blakeney** fit l'éloge de M. Notley, et au service funèbre à l'église anglicane St. Helen de Fairview, le 24 octobre.

M. Notley fut élu pour la première fois en 1971, puis réélu en 1975, 1979 et 1982. Il devint le chef de l'opposition officielle après les élections de 1982.

**Association interparlementaire
Canada-France**

Fondée en 1965, l'Association interparlementaire Canada-France organise des échanges entre parlementaires français et canadiens, propose diverses initiatives propres à favoriser une meilleure compréhension des problèmes d'ordre national ou international et à étendre la collaboration entre les deux pays dans des domaines d'intérêt commun. L'Association se réunit une fois l'an, alternant entre le Canada et la France.

**Association parlementaire
Canada-Europe**

Créée en 1980, l'Association parlementaire Canada-Europe entend constituer un cadre structuré d'échanges d'informations et d'idées entre parlementaires canadiens et européens, ces derniers représentant les pays siégeant au Parlement européen ou à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Cette association organise une réunion annuelle avec le Parlement européen, organe parlementaire des dix pays membres de la Communauté économique européenne.

**Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis**

Le but du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (fondé en 1959) est d'échanger de l'information et d'améliorer la compréhension, entre parlementaires canadiens et américains, de questions ou de réalisations d'intérêt commun tout en résolvant d'éventuelles divergences de vues. Le Groupe tient normalement une réunion annuelle regroupant vingt-quatre délégués de chaque pays : députés, membres de la Chambre des représentants et sénateurs des deux pays.

Date*	Association	Lieu	Réunion
Janvier 31	Canada-Europe	Strasbourg	Conseil de l'Europe : Débats de l'OCDE
Mars 5 – 23	APC	Londres	34 ^e colloque de Westminster sur l'usage et la procédure parlementaires
25 – 30	UIP	Lomé	73 ^e Conférence interparlementaire
30 – 31	APC	Victoria	2 ^e Conférence des présidents des assemblées canadiennes
Mai 1 – 18	APC	Londres	Visite parlementaire annuelle au Royaume-Uni
16 – 20	Canada-États-Unis	Niagara-on-the-Lake	26 ^e Réunion annuelle
17 – 20	AAN	Stuttgart	Session de printemps
28 – 31	UIP	Mexique	Symposium sur le désarmement classique
Juin 7 – 8	Canada-Europe	Québec	13 ^e Réunion annuelle
23 – 26	APC	Charlottetown	7 ^e Conférence parlementaire de l'Atlantique
Juillet 7 – 10	—	Whitehorse	6 ^e Réunion annuelle, Conseil canadien des comités des comptes publics
21 – 27	APC	Québec	25 ^e Conférence de la Région du Canada
Été/Automne à déterminer	Canada-France	Paris	18 ^e Réunion annuelle
Août 5 – 9	NCSL	Seattle	11 ^e Réunion annuelle
à déterminer	AIPLF	Nouveau-Brunswick	4 ^e Assemblée de la Région des Amériques
Septembre 2 – 7	UIP	Ottawa	74 ^e Conférence interparlementaire
Octobre 2 – 13	APC	Regina	30 ^e Conférence parlementaire du Commonwealth
10 – 15	AAN	San Francisco	31 ^e session annuelle

*Sous réserve de modification

Réunions de fonctionnaires parlementaires

Date*	Lieu	Association
Juin 13	Calgary	Association des bibliothécaires parlementaires du Canada
Juillet 1 – 5	St. Paul	The American & Canadian Legislative Clerks and Secretaries Conference
7 – 9	Whitehorse	Conférence canadienne des vérificateurs parlementaires
10 – 12	Ottawa	Association canadienne des éditeurs des comptes rendus parlementaires (Hansard)
Août 7 – 8	Halifax	Association des conseillers parlementaires du Canada
11 – 19	Victoria	Association des greffiers parlementaires au Canada
21 – 25	Halifax	Association canadienne des sergents d'armes
Septembre 2 – 7	Ottawa	Association des secrétaires généraux des Parlements
Octobre 2 – 13	Regina	Society of Clerks-at-the-Table in Commonwealth Parliaments

*Sous réserve de modification.

Comme on disait autrefois

DISCOURS: Quoi que la liberté des discours soit un privilège incontestable de la chambre, cependant tout ce qui s'y dit est sujet à la censure de la chambre, et quand il y a des raisons, les coupables sont sévèrement punis, soit en les appelant à la barre pour demander excuse, soit en les emprisonnant, soit en les expulsant de la chambre, soit enfin en les déclarant incapables d'être membres à l'avenir.

L'orateur peut, à l'occasion des discours impertinents et ennuyants, appeler à l'ordre et même arrêter les membres. Quand on excepte à quelque chose qu'aurait dit un membre, il a le droit d'être entendu en explication; si la chambre n'est pas satisfaite et qu'il s'éleve un débat, il doit se retirer.

Les membres ne doivent parler qu'avec respect du roi et de la famille royale ainsi que de la personne qui a l'administration du gouvernement de la province: ils ne doivent point faire usage de propos indécents ou impropres contre les procédés de la chambre, ou contre quelque membre en particulier, ils ne doivent parler que de la chose en question.

Jos. Fr. Perrault, *Dictionnaire portatif et abrégé des lois et règles du parlement provincial du Bas Canada* Québec, 1805.